

XXX  
XXX  
XXX

Direction interrégionale des services pénitentiaires  
188 Rue de Pessac  
CS 21509  
33062 BORDEAUX CEDs'EX

Bordeaux, le XXX 2024

Nos Réf : XXX  
Numéro Procédure XXXXX

**OBJET : Recours administratif préalable obligatoire à l'encontre d'une décision disciplinaire prononcée le XXX 2024**

Madame, Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur, en application de l'article R234-43 du Code pénitentiaire, de déférer à votre censure la décision de la commission de discipline du centre pénitentiaire BORDEAUX-GRADIGNAN du XXX 2024 (procédure n°XXX) au terme de laquelle Monsieur XXXX XXXX a été sanctionné de sept jours de confinement en cellule.

Monsieur XXXX entend contester la régularité de la décision rendue.

**SUR L'ILLÉGALITE EXTERNE DE LA DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION DE DISCIPLINE**

**1/ Sur l'irrégularité des convocations de Monsieur XXXX**

**EN DROIT**

**L'article R234-18 du code pénitentiaire dispose que :**

*« La personne détenue intéressée est convoquée par écrit devant la commission de discipline. La convocation lui rappelle les droits qui sont les siens en application des articles R. 234-15 à R. 234-17. »*

**L'article R234-15 du code pénitentiaire dispose que :**

*« En cas d'engagement des poursuites disciplinaires, les faits reprochés ainsi que leur qualification juridique sont portés à la connaissance de la personne détenue. La personne détenue est informée de la date et de l'heure de sa comparution devant la commission de discipline ainsi que du délai dont elle dispose pour préparer sa défense. Ce délai ne peut être inférieur à vingt-quatre heures. »*

La Circulaire du 9 juin 2011 relative au régime disciplinaire des personnes détenues majeures (BOMJL n° 2011-06 du 30 juin 2011) prévoit que :

*« 2.6.1.2. La convocation à comparaître devant la commission de discipline*

*Au terme de l'entretien préalable, la personne détenue se voit remettre une convocation écrite lui précisant la date et l'heure de sa comparution devant la commission de discipline et reprenant les éléments décrits au §.2.6.1.1. La convocation doit indiquer la date et l'heure à laquelle elle est remise à la personne concernée.(...) »*

*« 2.6.3.2. Le renvoi de l'affaire*

*Si, en dépit de l'enquête préalable, la commission estime n'être pas en mesure de statuer en toute connaissance de cause, le président de la commission peut renvoyer l'affaire à une prochaine audience, notamment aux fins de vérifier les éléments insuffisamment établis ou les faits nouveaux recueillis au cours de l'audition.*

*Pour tout motif formulé par la personne détenue, ou son avocat, le président de la commission peut décider de reporter l'examen des faits concernés à la prochaine audience. »*

## **EN FAIT**

Monsieur XXXX a été convoqué pour la première fois à la commission de discipline du XXX 2024.

Il ressort de l'entier dossier communiqué ce jour que la convocation n'est ni datée ni signée de sorte qu'il est impossible de vérifier si le délai de 24h avait été effectivement respecté (page 9/18).

## **Pièce 1**

Par la suite Monsieur XXXXa été à nouveau convoqué pour les commissions de discipline des XX, XX et XX 2024 sans qu'aucune trace puisse être produite quant aux ajournements-renvoi de ces procédures.

La Circulaire du 9 juin 2011 relative au régime disciplinaire des personnes détenues majeures (BOMJL n° 2011-06 du 30 juin 2011) prévoit de la possibilité pendant la Commission et après débat de renvoyer l'affaire.

Ce renvoi n'est assurément pas prévu pour régulariser des vices de procédure.

Aucun débat ne s'est tenu le XXX 2024.

Nécessairement les nouvelles convocations étaient entachées d'irrégularités.

Dès lors, la décision rendue sera nécessairement annulée pour défaut de respect du délai de convocation ainsi que le renvoi d'office de l'affaire en dehors des cas prévues par la loi, le règlement et la circulaire précitée.

## **2/ Sur l'irrégularité des convocations des titulaires légaux**

### **EN DROIT**

L'article R57-7-17 du code de procédure pénale dispose que :

*« La personne détenue est convoquée par écrit devant la commission de discipline.*

*La convocation lui rappelle les droits qui sont les siens en vertu de l'article R. 57-7-16.*

***Si la personne détenue est mineure, la copie de cette convocation est adressée aux titulaires de l'autorité parentale ou à ses représentants légaux. »***

Article R124-18 du code de la justice pénale des mineurs dispose que :

***« Lorsqu'un mineur détenu est convoqué devant la commission de discipline, une copie de la convocation est adressée à ses représentants légaux. »***

Cette disposition n'a pas été abrogée malgré l'entrée en vigueur du code pénitentiaire, ni repris dans ce dernier.

### **EN FAIT**

L'administration pénitentiaire n'a pas informé en amont des commissions de discipline les titulaires légaux de Monsieur XXXX.

Par exemple, il ressort que pour la commission de discipline du XXX 2024, le courrier a été posté par l'administration le jour même ce qui matériellement ne pouvait assurer le respect des dispositions réglementaires précitées.

### **Pièce 16**

Cette convocation a pu être envoyée par ailleurs après la tenue de la commission de discipline.

De plus, l'article précité indique que la copie de la convocation doit être adressée aux titulaires de l'autorité parentale et il ressort qu'il s'agit d'une information où n'est pas annexée la convocation même.

S'agissant d'un mineur, qui n'a pas la capacité juridique, il semble évident que les titulaires de l'autorité parentale qui ont la possibilité de choisir un avocat pour la défense des intérêts de leur enfant doivent être informés.

Cela fait nécessaire grief à l'exercice des droits de la défense.

Dès lors, la décision rendue sera nécessairement annulée pour défaut d'envoi de la convocation aux titulaires de l'autorité parentale.

### **3/ Sur le défaut de transmission des pièces de procédures**

#### **EN DROIT**

L'article R234-17 du code de la pénitentiaire prévoit que :

*« La personne détenue, ou son avocat, peut consulter l'ensemble des pièces de la procédure disciplinaire, sous réserve que cette consultation ne porte pas atteinte à la sécurité publique ou à celle des personnes.*

*L'avocat, ou la personne détenue si elle n'est pas assistée d'un avocat, peut également demander à prendre connaissance de tout élément utile à l'exercice des droits de la défense existant, précisément désigné, dont l'administration pénitentiaire dispose dans l'exercice de sa mission et relatif aux faits visés par la procédure disciplinaire, sous réserve que sa consultation ne porte pas atteinte à la sécurité publique ou à celle des personnes. L'autorité compétente répond à la demande d'accès dans un délai maximal de sept jours ou, en tout état de cause, en temps utile pour permettre à la personne de préparer sa défense. **Si l'administration pénitentiaire fait droit à la demande, l'élément est versé au dossier de la procédure.***

*La demande mentionnée à l'alinéa précédent peut porter sur **les données de vidéoprotection, à condition que celles-ci n'aient pas été effacées**, dans les conditions fixées par un arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, au moment de son enregistrement. L'administration pénitentiaire accomplit toute diligence raisonnable pour assurer la conservation des données avant leur effacement.*

**Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, l'administration répond à la demande d'accès dans un délai maximal de quarante-huit heures.**

*Les données de la vidéoprotection visionnées font l'objet d'une transcription dans un rapport versé au dossier de la procédure disciplinaire. »*

#### **EN FAIT**

Pour la commission de discipline du XX 2024, le Conseil de Monsieur XXXX **le XX 2024 à XX** sollicitait la transmission du PV d'exploitation des vidéos de surveillance mentionné dans le dossier de procédure et non versé à celui-ci et, à défaut, le visionnage des vidéos avant la commission de discipline.

Il était fait droit à sa demande le XX à XX :

#### **Pièce 5**

Aucune vidéo ne pouvait être visionnée le XXX. Aucun PV d'exploitation, pièce visée en procédure n'était versé.

La même demande était réitérée le XX à XX par le Conseil de Monsieur XXXX.

**Aucune réponse n'est intervenue.**

#### **Pièce 9**

Aucune vidéo ne pouvait être visionnée le XX. Aucun PV d'exploitation, pièce visée en procédure n'était versé.

La demande était réitérée le XX à XX en ce qui concerne l'accès à la vidéo.

## Pièce 14

**Le PV d'exploitation a été versé lors de la transmission de l'entier dossier pour la commission de discipline du XX à savoir le XX.**

Dès lors, la décision rendue sera nécessairement annulée.

### 4/ Sur la modification du dossier disciplinaire entre les ajournements

#### EN DROIT

L'article 6§1 et 6§3 a) et b) de la Convention européenne dispose :

*« 1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement (...) par un tribunal (...) qui décidera (...) du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. (...)*

*3. Tout accusé a droit notamment à :*

*a) être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui ;*

*b) disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ; »*

La Cour européenne a eu l'occasion de juger que :

*« L'article 6 § 3 a) de la Convention reconnaît à l'accusé le droit d'être informé non seulement de la cause de l'accusation, c'est-à-dire des faits matériels qui sont mis à sa charge et sur lesquels se fonde l'accusation, mais aussi de la qualification juridique donnée à ces faits et ce, comme l'a justement relevé la Commission, d'une manière détaillée (...) »*

La Circulaire du 9 juin 2011 relative au régime disciplinaire des personnes détenues majeures (BOMJL n° 2011-06 du 30 juin 2011) prévoit que :

*« 2.6.1.3. La communication du dossier*

*Le respect des droits de la défense implique la possibilité pour la personne détenue et pour son avocat d'avoir accès au dossier de la procédure disciplinaire. Ils doivent donc impérativement avoir été mis en mesure de prendre connaissance des éléments du dossier qui sera examiné par la commission de discipline au moins 24 heures avant le début de l'audience disciplinaire.*

*Les documents dont la consultation par la personne détenue ou par son avocat, porterait atteinte à la sécurité publique ou à celle des personnes, notamment celles qui ont participé à leur élaboration, ne sont pas communicables. Il convient de les disjoindre ou d'occulter les éléments portant atteinte à la sécurité.*

*La personne détenue et son avocat sont avisés qu'il leur est loisible de consulter le dossier sur place dans un local garantissant la confidentialité ou d'en obtenir chacun une copie gratuite.*

*La personne détenue est en principe fondée à conserver les pièces ainsi délivrées. Le chef d'établissement peut par exception décider qu'elle ne pourra pas conserver dans sa cellule, tout ou partie de ces pièces, s'il y a lieu de craindre que soient divulgués des éléments de nature à mettre en cause la sécurité des personnes ou de l'établissement. Dans ce cas, les pièces seront placées à la fouille et maintenues à disposition de la personne détenue qui pourra en prendre connaissance dans un local assurant la confidentialité de cette consultation.*

*L'avocat de la personne détenue peut conserver la copie de la procédure qui lui a été remise notamment en vue de l'exercice ultérieur d'une voie de recours.*

*Afin de faciliter le déroulement des procédures, et en fonction des accords conclus localement avec les barreaux, il peut être acté que le dossier de la procédure sera transmis par fax à l'avocat désigné pour assister la personne détenue notamment lorsque la date de l'audience disciplinaire est fixée à bref délai.*

*Il est fait mention, au dossier de la procédure, de la date et de l'heure de délivrance des pièces du dossier. »*

#### *2.6.3.2. Le renvoi de l'affaire*

Si, en dépit de l'enquête préalable, la commission estime n'être pas en mesure de statuer en toute connaissance de cause, le président de la commission peut renvoyer l'affaire à une prochaine audience, notamment aux fins de vérifier les éléments insuffisamment établis ou les faits nouveaux recueillis au cours de l'audition.

Pour tout motif formulé par la personne détenue, ou son avocat, le président de la commission peut décider de reporter l'examen des faits concernés à la prochaine audience.

#### *2.6.3.3. La requalification des faits*

S'il apparaît au cours des débats que la qualification retenue dans la convocation est erronée mais que les faits reprochés à la personne détenue constituent une faute de nature à justifier une sanction au regard d'une autre qualification, le président de la commission de discipline peut requalifier les faits.

Il doit cependant respecter le principe du contradictoire en informant la personne détenue de la nouvelle qualification qu'il entend retenir, lui laisser un délai suffisant pour préparer sa défense et la mettre en mesure de présenter ses observations sur la nouvelle qualification.

Si la personne détenue demande à bénéficier d'un nouveau délai de 24 heures, il convient de renvoyer la tenue de la commission de discipline à une date ultérieure. Dans les autres cas, la décision devra faire mention de la renonciation à ce délai par l'intéressée.

## **EN FAIT**

Entre le dossier initial communiqué pour la commission de discipline du XX qui a saisi officiellement la commission et la commission du XXX 2024 qui a statué il y a eu des modifications du dossier sans aucun débat au fond.

Pour la commission du XX 2024 :

Que c'est de manière déloyale, attentatoire aux droits de la défense, et illégale que l'autorité de poursuite a modifié les pièces :

- XXX

**Pièce 1 et 7**

Pour la commission du XX :

Que c'est de manière déloyale, attentatoire aux droits de la défense, et illégale que l'autorité de poursuite a modifié les pièces :

- XXX

**Pièce 1 et 13**

Une information a la direction interrégionale avait été réalisée par le Conseil de Monsieur XXXXle XX car il avait été indiqué que le dossier serait altéré.

**Pièce 6**

Les lois, les règlements et les circulaires s'imposent toutefois à l'administration pénitentiaire qui ne peut modifier à sa guise les rapports initiaux.

Or, conformément aux dispositions du Code pénitentiaire, il appartenait à l'administration d'établir la réalité des faits allégués avant de prendre une décision de poursuite.

Il a été mentionné par le président de la commission que la déloyauté évoquée par le président du conseil de discipline était admise car en matière de déontologie la loyauté n'était due qu'à la hiérarchie.

Le défaut de loyauté invoqué par le Conseil de Monsieur XXXX avait pour origine la loyauté de la procédure et non de la déontologie des personnels pénitenciers.

Dès lors, la décision rendue sera nécessairement annulée.

#### **4/ Sur l'irrégularité du PV d'exploitation**

#### **EN DROIT**

Le code de procédure pénale à l'article 429 indique que :

*« Tout procès-verbal ou rapport n'a de valeur probante que s'il est régulier en la forme, si son auteur a agi dans l'exercice de ses fonctions et a rapporté sur une matière de sa compétence ce qu'il a vu, entendu ou constaté personnellement. »*

*Tout procès-verbal d'interrogatoire ou d'audition doit comporter les questions auxquelles il est répondu. »*

L'article R 226-1 du même code indique :

*« Les procès-verbaux doivent indiquer de manière précise la nature de chaque infraction constatée.*

*Ils doivent mentionner :*

*a) Les noms et qualités des agents qui ont participé à la constatation des infractions ainsi que les nom et qualité du fonctionnaire chargé des poursuites ;*

*b) Le lieu, la date et l'heure auxquels ils ont été rédigés et achevés. »*

### **EN FAIT**

Aucun texte du code pénitentiaire ne régit la rédaction des procès-verbaux.

Toutefois, par analogie, il est parfaitement admissible et relevant du bon sens de penser que pour être valide le Procès-verbal doit être daté et signé par celui qui le rédige.

Pour autant, le procès-verbal d'exploitation joint à la procédure pour la commission de discipline du XXX n'est pas daté et pas signé par son rédacteur de sorte qu'il irrégulier en la forme.

**Pièce 13 page 10/20**

Dès lors, la commission de discipline s'est exclusivement fondé un PV d'exploitation de vidéosurveillance nul en conséquence la décision rendue sera nécessairement annulée.

### **3/ Sur la composition de la commission de discipline**

#### **EN DROIT**

La composition de la commission est mentionnée à l'article R234-2 du code pénitentiaire :

**« La commission de discipline comprend, outre le chef de l'établissement pénitentiaire ou son délégué, président, deux membres assesseurs. »**

#### **EN FAIT**

Pendant la tenue de la commission était présentes 4 personnes jusqu'au délibéré où auront été présentes 5 personnes (*voir infra*):

- Le président de la commission et ses deux assesseurs
- Une quatrième personne de l'administration pénitentiaire du « BGD »



La composition de la commission n'a pas été respectée.

Aussi, la décision dont recours sera annulée pour violation de la composition de la commission de discipline.

### **3/ Sur le non-respect du secret du délibéré**

#### **EN DROIT**

L'article R234-4 du code pénitentiaire indique que :

*« Chaque membre de la commission de discipline doit exercer ses fonctions avec intégrité, dignité et impartialité et **respecter le secret des délibérations**. »*

La Circulaire du 9 juin 2011 relative au régime disciplinaire des personnes détenues majeures (BOMJL n° 2011-06 du 30 juin 2011) prévoit que :

#### *2.6.3.4. Le délibéré*

*La commission de discipline délibère, hors la présence de la personne détenue et de toute autre personne (sous réserve éventuellement de la présence d'un assistant ou de personnels stagiaires dans le cadre de la formation qui dans ce cas ne peuvent pas s'exprimer).*

*Le président, après avoir consulté les assesseurs se prononce sur la responsabilité de l'intéressé au regard des règles de la discipline et s'il y a lieu, arrête la ou les sanctions applicables. **Les délibérations sont secrètes.** »*

#### **EN FAIT**

Pendant le délibéré était présentes 5 personnes :

- Le président de la commission et ses deux assesseurs
- Une quatrième personne de l'administration pénitentiaire du « BGD »

Ces personnes étaient présentes pendant les débats et pendant le délibéré dans son intégralité

- Une cinquième personne en la personne du XXX Monsieur XXX qui avait présidé les 3 autres commissions ajournées pour ce même dossier

Ce dernier est resté à discuter quelques minutes avec la commission pendant le délibéré puis a quitté les lieux.

Lors du prononcé de la décision a été remis des observations par le Conseil de Monsieur XXXX pour constater la violation du principe du secret du délibéré.

**Pièce 18**

Aussi, la décision dont recours sera annulée pour violation du principe du délibéré.

### **SUR L'ILLÉGALITE INTERNE DE LA DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION DE DISCIPLINE**

#### **1/ Sur la partialité du président de la commission**

## **EN DROIT**

L'article R234-4 du code pénitentiaire indique que :

*« Chaque membre de la commission de discipline doit exercer ses fonctions avec intégrité, dignité et **impartialité** et respecter le secret des délibérations. »*

Le juge de l'application des peines (JAP), ou le juge des enfants pour les mineurs, doit être obligatoirement avisé dans les cinq jours (article R234-29 du Code pénitentiaire) dès qu'un détenu définitivement condamné **fait l'objet d'une sanction disciplinaire**.

## **EN FAIT**

Lors de la commission de discipline du XXX, des propos contraires au principe d'impartialité ont été mentionnés par le président de la commission de discipline qui – pour justifier du changement des qualifications de poursuites entre la commission du XXX et XX indiquait avoir pris connaissance du contenu de la vidéo de surveillance et indiquait clairement que Monsieur XXXX avait fait ce qu'on lui reprochait.

Il avait donc eu accès à une pièce du dossier ou un élément non contradictoirement discuté et avait préjugé de l'affaire.

Lors de la commission de discipline du XX, un autre président présidait la commission de discipline.

Toutefois, il a été indiqué lors de la commission par le président de la commission de discipline que le parquet allait être saisi et que le juge d'application des peines sera saisi.

Il y a donc, là encore, eu un préjugement et un défaut de partialité en indiquant que Monsieur XXXX serait de fait sanctionné avant même qu'il soit entendu sur les faits ou que son conseil ai pu faire des observations

Dès lors, la décision rendue sera nécessairement annulée pour défaut d'impartialité.

## **1/ Sur l'erreur manifeste d'appréciation et défaut du principe du contradictoire**

## **EN DROIT**

L'article R234-13 du Code pénitentiaire dispose :

*« A la suite de ce compte rendu d'incident, un rapport est établi par un membre du personnel de commandement du personnel de surveillance, un major pénitentiaire ou un premier surveillant et adressé au chef de l'établissement pénitentiaire. **Ce rapport comporte tout élément d'information utile sur les circonstances des faits reprochés à la personne détenue et sur la personnalité de celle-ci.** L'auteur de ce rapport ne peut siéger en commission de discipline. »*

## **EN FAIT**

Il ressort du compte rendu d'incident que Monsieur XXXX aurait porté des coups à Monsieur XXXX.

Pourtant Monsieur XXXXa toujours nié dès le rapport d'enquête lui avoir porté des coups.

Ce qui a également été confirmé par Monsieur XXXX lui-même « *lui ne m'a pas donné de coup* ».

Pendant la commission de discipline Monsieur XXXXa confirmé ce qu'il avait dit dans le rapport l'enquête.

Il a confirmé également ne pas avoir porté de coups.

Il a indiqué que s'il s'était approché de Monsieur XXXXc'était en raison des multiples incidents dont ce dernier était coutumier.

Monsieur XXXX qui était lui aussi poursuivi devant la commission de discipline les XXX et XXX 2024 était finalement absents pour les autres commissions de disciplines en raison d'une décision volontaire de transfert disciplinaire réalisé par l'administration pénitentiaire.

Monsieur XXX ne sera jamais sanctionné pour les faits reprochés, ni même entendu contradictoirement.

Des observations ont été rédigées par le Conseil de Monsieur XXXX.

## **Pièce 17**

Pour autant, de manière totalement erronée, la décision de la commission a retenu :

« Attendu que le mis en cause reconnaît partiellement les faits qui lui sont reprochés. (...) »

Que Monsieur XXXX avait indiqué « Je ne lui ai pas sauté dessus » « XXXXX »

Que le PV d'exploitation de la vidéosurveillance n'est pas daté, pas signé et n'a pas été communiqué dans les temps.

Que l'affaire a été traitée de manière partielle avec des incidents qui ont nécessité la saisine du Bâtonnier.

Qu'enfin il ressortait des débats ce qui n'a pas été retranscrit que Monsieur XXX était censé être isolé des autres codétenus au regard des incidents à répétition.

Qu'il n'aurait jamais dû se trouver présent à la sortie du parloir famille, ce qui a été confirmé par le gradé présent lors de la commission de discipline.

Que l'absence de contradictoire causé par l'absence physique de Monsieur XXX est nécessairement préjudiciable à Monsieur XXXX.

Dès lors, la décision rendue sera nécessairement annulée.

### **3/ Sur la disproportion de la sanction**

#### **EN DROIT**

L'article R124-22 du code de la justice pénale des mineurs précise :

*« Dans le délai de cinq jours à compter de la décision prononçant une sanction disciplinaire à l'encontre d'un mineur, le chef d'établissement transmet une copie de la décision, d'une part, au directeur interrégional des services pénitentiaires et au directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse et, d'autre part, au magistrat saisi de la procédure dans le cadre de laquelle le mineur est détenu. Il avise également les représentants légaux du mineur.*

*Il fait rapport à la commission d'application des peines et à l'équipe pluridisciplinaire chargée du suivi individuel du mineur de **toute sanction de confinement en cellule individuelle ordinaire et de toute sanction de cellule disciplinaire prononcée à l'encontre du mineur.** »*

L'article R124-23 du même code indique que :

*« Les sanctions suivantes peuvent être prononcées à l'encontre du mineur détenu quel que soit son âge :*

*1° L'avertissement ;*

*2° La privation, pendant une période maximale de quinze jours, de la faculté d'effectuer en cantine tout achat autre que celui de produits d'hygiène et du nécessaire de correspondance ;*

*3° La privation, pendant une durée maximale de quinze jours, de tout appareil audiovisuel dont le mineur a l'usage personnel ;*

*4° Une activité de réparation prévue à l'article R. 124-25 ;*

*5° La privation ou la restriction d'activités culturelles, sportives et de loisirs pour une période maximum de huit jours ;*

*6° Le confinement en cellule individuelle ordinaire dans les conditions de durée maximales prévues à l'article R. 124-27.*

*Toutefois, le mineur âgé de moins de seize ans ne peut faire l'objet de confinement que lorsque les faits commis constituent une des fautes prévues aux 1° à 10° de l'article R. 232-4 du code pénitentiaire. »*

#### **EN FAIT**

En l'espèce il avait été spécifiquement fait mention d'un projet actuel d'aménagement de peine pour le mineur et d'un passage en commission d'application des peines initialement prévu le XXXX.

Le mineur avait déjà fait l'objet de X jours en quartier disciplinaire à titre préventif.

Il ressort du rapport d'enquête que le mineur n'avait été connu que pour X CRI qui étaient poursuivis sur la commission de discipline du XXXX donc non encore débattu.

Sur ces CRI, l'un est la présente procédure, l'autre pour outrage à agent et tapage nocturne qui a fait l'objet le XXX d'une sanction de X jours de confinement en cellule et le dernier pour stupéfiant procédure qui a fait l'objet d'un classement sans suite après l'ajournement de la procédure le XXXXX.

La note de la PJJ faisait état pendant la détention d'un bon comportement du mineur malgré une immaturité.

Rien n'explique la disproportion de la sanction rendue, d'autant que le comportement du mineur a été correcte durant la commission et qu'il a présenté ses excuses.

Aucun sursis ne lui a été attribué.

La décision rendue par la commission est disproportionnée et doit être en conséquence annulée.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur le Directeur, en l'assurance de ma parfaite considération.

**XXXX**  
*Avocat à la Cour*

Pièce n°1 -      XXXX XXXX